

Résistances -Morbihan

Déportés Fusillés Massacrés Réseaux

Jacques Stosskopf, Yves Rigoine de Fougerolles, et Emile Audran agents du Réseau « Alliance » dans le secteur « Chapelle » couvrant la Bretagne

Des services secrets français :

À la fin du moment de la débâcle, le service de renseignement de la Marine était officiellement supprimé. Toutefois, quelques agents étaient intégrés au 2^{ème} bureau de l'Etat Major de la Marine à Vichy et placés sous les ordres du Capitaine de vaisseau Samson, une section de contre espionnage étant également constituée. Mais, compte tenu de l'hostilité de l'Etat Major envers les forces britanniques, notamment depuis Mers El Kébir (1), l'activité de ce deuxième bureau restait clandestine. Malgré cela, les agents recevaient régulièrement des informations sur l'activité de la marine allemande, tant sur mer qu'à terre, et les faisaient parvenir aux alliés via les délégations des U.S.A et du Canada.

Jacques Stosskopf, entré à Polytechnique dans la promotion spéciale de 1920, avait longtemps travaillé avec l'ingénieur général Antoine quand celui-ci était responsable des études des bâtiments légers, torpilleurs, contre-torpilleurs, au Service technique de la Marine, à Paris. Quand il fut nommé, **en 1938**, à Lorient comme responsable des constructions neuves, il y retrouva l'ingénieur général Antoine, devenu directeur des Constructions navales. Bien que parlant parfaitement leur langue, Jacques Stosskopf évitait tout contact avec les Allemands. Selon le témoignage de l'ingénieur général Théry recueilli par Roger Le Roux, « *une fois les Allemands arrivés, alors sous-directeur de l'arsenal, j'ai eu dans les premiers jours de vifs conflits avec des officiers allemands qui faisaient piller les magasins dont j'avais la charge. Stosskopf m'a assisté plusieurs fois dans ces discussions où, bien que parlant allemand, je ne comprenais pas toujours les réponses de l'adversaire qui parlait trop vite pour moi. Stosskopf me résumait ces propos « Il te dit que...» sans jamais parler allemand lui-même, comme s'il eût craint de se salir les lèvres.* » Or, le commandant Trautmann, chef du Secteur Nord au 2^e Bureau de la Marine, qui avait reçu l'ordre de s'installer à Vichy, cherchait à constituer un réseau d'agents en zone occupée. Par l'ingénieur général Chevalier, qui faisait la liaison entre Vichy et Brest, il eut connaissance de l'hostilité de Jacques Stosskopf envers l'occupant. Quand Jacques Stosskopf se rendit à Vichy, Trautmann fit en sorte de le rencontrer et lui exposa son projet auquel Stosskopf accepta de s'associer. Aussi, dès son retour à Lorient, ce dernier modifiant, en apparence, son attitude à l'égard des Allemands, s'efforça de gagner leur confiance. Quand il dut feindre la collaboration avec eux et jouer à fond son double jeu, il fut haï des ouvriers. Et de nombreux lorientais le conspuèrent quand il partit, **en octobre 1942**, avec le convoi qui emmenait à Wesermünde le contingent des salariés de l'arsenal désignés par l'occupant pour travailler en Allemagne. Prix à payer, pour remplir la mission qu'il s'était fixée. En tout cas, Jacques Stosskopf put ainsi aller et venir sur les chantiers sans éveiller l'attention et recueillir de précieux renseignements. Par exemple, si les numéros des sous-marins allemands étaient cachés, chacun portait un signe distinctif. De plus, en rentrant, chaque sous marin indiquait le résultat de sa campagne en accrochant à son périscope des guidons de différentes couleurs pour marquer chacune de ses «victoires »: un blanc pour les cargos, blanc bordé de rouge pour les croiseurs auxiliaires, rouge pour les navires de guerre. Stosskopf relevait soigneusement tous ces indices quand il allait inspecter les quais sous prétexte de voir si les ouvriers faisaient bien leur travail. En examinant les bons de commande des Allemands à l'arsenal français, il pouvait faire des rapprochements et établir pour chaque sous-marin son emblème, son numéro et le nom de son commandant. Il parvenait à apprendre par coeur toutes ces informations.

De plus, Jacques Stosskopf, grâce à ses relations avec l'état-major allemand, se rendait assez fréquemment à la base de sous-marins. Il y envoyait parfois de jeunes ingénieurs du génie maritime comme Labbens qui constatait, en novembre 1941, que Kéroman I et Kéroman II étaient terminés et que cinq sous-marins étaient en carénage, répartis entre Kéroman I et les abris-cathédrales du port de

Jacques Stoskopf avait ainsi autour de lui un groupe d'informateurs, les ingénieurs Labbens, Giraud, Castel, Perrais. Mais ceux-ci ignoraient totalement la manière dont il utilisait les renseignements qu'ils lui apportaient. Ils savaient seulement qu'il fallait s'adresser à lui si on voulait mettre les Alliés au courant de quelque chose. Le témoignage de l'amiral Le Puth, alors ingénieur, recueilli par Roger Le Roux, confirmait la manière d'agir de Stoskopf, « *Par l'intermédiaire d'un de mes administrés, j'avais acquis la conviction que les sous-marins allemands allaient sans tarder effectuer des raids dans la mer des Caraïbes ; je décidai de m'en ouvrir à mon chef, l'ingénieur général Antoine, directeur de l'arsenal et chef d'arrondissement et aussi chef direct de M. Stoskopf. Antoine me dit, sans hésitation, d'aller raconter mon « histoire » à notre ami qui nota tout de suite les faits importants sur un carton placé dans un tiroir de son bureau ; il me dit de lui faire connaître tous les renseignements qui viendraient à ma portée, ce que je fis* ». Stoskopf s'informait aussi auprès d'un grutier de l'arsenal, Marcel Mellac, qui était chargé, aux mouvements généraux, d'enlever les périscopes des sous-marins, ainsi qu'auprès d'un ingénieur allemand antinazi, objecteur de conscience que son employeur avait pu faire sortir d'un camp de concentration pour le faire affecter à Lorient. A la fin de la guerre, fait prisonnier de guerre, cet ingénieur serait rapidement libéré pour services rendus à la Résistance française.

Comme Jacques Stoskopf devait se rendre à Vichy tous les deux ou trois mois, il y rencontrait le commandant Trautmann, auquel il exposait l'ensemble des renseignements obtenus sur les sous-marins: leurs numéros ou leurs totems, leurs victoires, leurs avaries, leurs périodes d'indisponibilité, signalant aussi les innovations techniques apportées par les Allemands. Une fois ou deux seulement, il apporta des documents, notamment les premiers projets d'abris de sous-marins. Le commandant Trautmann confiait cette documentation de premier ordre au lieutenant-colonel Ducrest de Villeneuve, du Service des Renseignements de l'Armée, qui lui-même la remettait à deux officiers de l'ambassade américaine, Sabalaught et Cassidy. **A partir du 1er juillet 1941**, le commandant Ferran, qui, à Vichy, avait pris la succession du commandant Trautmann, recevait régulièrement, comme son prédécesseur, la visite de Stoskopf tous les deux ou trois mois. Celui-ci, outre les renseignements habituels, apportait parfois des informations d'un intérêt particulier. Ainsi, il informait que les Allemands étudiaient des peintures anti-ascdic et que les sous-marins étaient en cours d'équipement pour naviguer longuement dans les mers chaudes. Il indiquait aussi les effets d'un grenadage sur un sous-marin qui avait pu rentrer à Lorient alors que les Alliés le croyaient coulé. Dans les derniers jours d'août 1942, Ferran le présentait à Bourgeois qui devait prendre la direction du secteur nord au 2ème bureau de la Marine mais l'invasion de la zone sud contraignit Stoskopf à chercher une autre filière.

En décembre 1942, selon toute probabilité, il entra en relation avec **Joël Lemoigne**, alias « *Triton* » fonctionnaire de la Marine, chef du sous réseau marine « *Seastar* », au sein du réseau « *Alliance* » par l'intermédiaire, selon Roger Le Roux, **du général Raynal** *, chef du secteur « *Asile* » de ce réseau, dans la région de Vichy. Ce dernier, qui habitait Cusset, avait des attaches dans la région de Josselin et cherchait, depuis plusieurs mois, à recueillir des informations sur les mouvements des sous-marins allemands.

...au réseau « *Alliance* » :

Le réseau « *Alliance* » fondé par le commandant **Georges Loustaunau-Lacau***, alias « *Navarre* », avec l'aide notamment de **Marie-Madeleine Fourcade** alias « *Hérisson* », et du colonel de l'Armée de l'Air, **Léon Faye**, alias « *Aigle* »*, était un réseau dont le commandement était de forte culture militaire et de tendance nationaliste. Georges Loustaunau-Lacau « affilia » son réseau aux services secrets britanniques de l'Intelligence Service. Chaque membre, pour préserver son identité, se vit attribuer un matricule par l'I.S. Puis, pour rendre plus pratique la communication entre les différents sous réseaux et la « Centrale », les agents adoptèrent aussi un pseudonyme, la plupart choisissant des noms d'animaux. C'est pourquoi la police allemande donna à ce réseau le nom d' « *Arche de Noé*. »

A partir du printemps 1942, l'« *Alliance* » commença à s'implanter en Bretagne. Un lieutenant aviateur originaire de Redon, **Lucien Poulard**, alias « *Mathurin* » adjoint au commandant Faye, était en effet revenu dans sa région. Il créa le secteur « *Chapelle* » qui couvrit la région Bretagne et s'étendit aussi jusqu'aux villes de Laval, du Mans et même d'Angers.

les suivantes :

- pour le secteur de Nantes – Angers: **André Coindeau**, ingénieur de direction de travaux, agent «S 7 » alias *Urus* , **Hugues Monclin**, alias « *Pingouin* », opérateur-radio, agents de liaisons avec Angers, **Léon Pottier**, journaliste, **René Loué**, officier de police, **Georges Muriel** ;

- pour le secteur de Brest : **Maurice Gillet** alias « *Licorne* », courtier maritime à Brest, responsable également d'une base locale d'opérations maritimes lié au sous réseau *Sea Star- Alliance* dirigé par **Joël Lemoigne**, **René Premel**, alias « *Grèbe* », manoeuvre à l'arsenal de Brest, opérateur-radio ;

- pour celui de Rennes – Le Mans: **Pierre Le Tullier** alias « *Daim* », **René Lebré**, alias « *Chardonneret* », opérateur-radio, **Henri Chantrel**, retraité de l'enseignement et son neveu **Paul Chantrel**, agents de liaisons avec Laval et Le Mans .

Enfin, les liaisons avec la Centrale étaient assurées par **Alain de Villeneuve**, alias « *Corbin* », agent d'assurances, **Paul Raulo** alias « *Gnou*», officier, **Philippe Lefebvre** alias « *Lieutenant Robert* », officier.

L'implantation de l'« Alliance » dans le Morbihan :

Pierre Le Tullier créait une première antenne dans la région d'Auray avec **Yves Rigoine de Fougerolles**, demeurant à la Trinité-sur-Mer, agent « *S.110* », qui avait quitté, en 1941, le réseau de Gilbert Renault qui était encore « *Raymond* ». En effet, après trois mois d'activité au sein de ce réseau, Yves Rigoine, aurait eu l'impression d'être filé. Sur sa demande, en juin 1941, Gilbert Renault lui rendait sa liberté. Aussi fut-ce avec beaucoup de prudence qu'Yves Rigoine constitua un petit groupe dans la région d'Auray. Rigoine , qui était courtier en huîtres et répartiteur de chaux, disposait d'une 5 CV Citroën et pouvait recueillir des renseignements tout le long de la côte. **Louise Andreu**, qui tenait une épicerie en gros à Auray, acceptait de lui servir de « boîte aux lettres ». Puis, **en janvier 1943**, Yves Rigoine prenait contact avec **Eugène Bénizé**, ancien officier radio de la marine marchande et devenu Inspecteur des P.T.T. qui l'informait des activités allemandes sur les îles de la région. En effet, Bénizé était doté d'un ausweis pour aller à Belle-Ile, à Houat et à Hoedic, afin de pouvoir contrôler les postes téléphoniques, les câbles et les circuits. Des renseignements étaient donc transmis régulièrement sur les cantonnements et les mouvements des troupes, sur les dépôts de munitions de la région, sur les travaux de fortification en cours sur la côte et dans les îles.

André Coindeau, quant à lui, recrutait **Emile Audran**, ancien des services secrets, qu'il avait connu comme agent technique principal de la Marine. Ce dernier avait été muté **en 1941** de la station de radio de Basse-Lande en Loire Atlantique, à l'arsenal de Lorient où il avait la charge de la surveillance et de l'entretien, le long de la côte, des signaux établis à terre ainsi que des arrivées et départs de câbles

Maurice Hermoua, qui avait été, à Basse-Lande, le chauffeur d'Audran, et sa belle-soeur **Raymonde Le Névé**, demeurant à Nantes, acceptèrent de servir de boîtes aux lettres, pour les échanges entre les deux groupes. De plus, Raymonde qui possédait un magasin de photographie acceptait également de se charger de développer les clichés pris à Saint-Nazaire et à Lorient sur les travaux des bases de sous-marins et sur certains prototypes de sous-marins. Aussi, **fin 1942**, Emile Audran devenait-il l'agent «S 75 » , alias « *Gabriel* » ou « *Gicquel* » et recevait-il pour mission de transmettre tous renseignements utiles sur les mouvements de sous-marins, les ouvrages de fortifications, les emplacements de D.C.A., etc... En décembre 1942, il recrutait à Lorient celui qui allait devenir son second, **André Toulgoat**, comptable au bureau des marchés, qui prenait le pseudonyme de « *Legrand* ». Les deux hommes pouvaient donc recueillir de nombreux renseignements sur les mouvements des sous-marins entrant et sortant de Lorient, les mouvements de troupes, les emplacements de D.C.A., les fortifications côtières, et même transmettre les plans des batteries puisque les Travaux maritimes avaient construit des batteries avant guerre et poursuivaient, bien souvent, la construction de batteries pour l'armée allemande.

Emile Audran, comme spécialiste en béton armé, pouvait fournir également des renseignements techniques sur les ouvrages de l'Organisation Todt, se rendant parfois, dans ce but, sur la côte nord de la Bretagne. Enfin, il rencontrait régulièrement un agent de liaison de la Centrale, **Emile Hédin**, alias « *Castor* » venant de Paris et à qui il transmettait les informations recueillies.

En janvier et février 1943, du fait de la destruction de la ville de Lorient par les bombardements alliés, et le repli des « Travaux maritimes » à Hennebont, le groupe « *Gabriel* » dut être réorganisé, d'autant plus qu'il s'était agrandi avec le recrutement des dessinateurs **Le Roux** et **Lefrançois**, de l'ingénieur de

secrétaire du directeur des Travaux maritimes et donc en charge du courrier de ce dernier. Thoël chargé du service d'entretien, avait accès à tous les sites.

Ainsi Emile Audran et André Toulgoat pouvaient-ils localiser les postes de commandement, les résidences des officiers généraux, les postes d'écoute et mentionner les passages de troupes. Yves Demaine parvint à établir un plan complet des défenses allemandes de Keryado : batteries de D.C.A., champs de mines, etc.... Il portait aussi le courrier à Nantes, faisant en 1943, jusqu'à trois voyages par semaine. Un ouvrier qui travaillait sur une drague devant la base de sous-marins prenait des photographies avec un petit appareil donné par Emile Audran. Une employée du centre de sous-mariniens installé à Kersalo près de Pont-Scorff, fournissait des renseignements sur les numéros des sous-marins arrivés ou en partance qui étaient affichés et sur les « bavardages » des officiers allemands. C'est pourquoi, pour recueillir ces informations, Emile Audran, André Toulgoat ou une nouvelle recrue, **Pierre Poulichet**, alias « *Othello* », passaient-ils tous les matins à Kersalo, en partant au travail. Deux jeunes hommes, **Jacques Poulichet**, fils de Pierre, et son ami **Robert Le Louer** qui pilotait la vedette de l'Amirauté et conduisait souvent le commandant Kraus, directeur allemand du port, de l'arsenal à la base, indiquaient les mouvements et les réparations des sous-marins, le second prenant même des photographies. Enfin, Emile Audran recrutait à Vannes, **Auguste Vigouroux**, qu'il avait connu autrefois à l'arsenal de Lorient. Vigouroux donnait de nombreuses informations sur les installations côtières, les coordonnées du camp de Meucon, les mouvements des trains, les constructions de l'Organisation Todt à Sarzeau et à Port-Navalo, les arrivées et départs de navires à La Trinité. Bientôt Vigouroux porta lui-même à Nantes les informations qu'il avait recueillies, mais il n'eut le temps de faire que trois voyages.

Bien que travaillant dans les services de la Marine à Lorient, comme Jacques Stoskopf, ce dernier et Emile Audran semblaient ignorer leur appartenance mutuelle au réseau « Alliance ». En tout cas, à **partir de décembre 1942**, Jacques Stoskopf poursuivait sa tâche d'informateur pour l'*Alliance*. Il communiquait maintenant ses renseignements à Maurice Gillet. Gillet disposait en effet sur Brest d'un émetteur qui, quotidiennement, transmettait les informations aux services britanniques. Les mouvements des sous-marins étaient ainsi signalés par radio. Quand les courriers étaient acheminés par mer, notamment par la filière mise en place par Ernest Sibiril, propriétaire d'un chantier de construction de bateaux à Carantec, ou par avion, les doubles n'étaient détruits qu'après que la B.B.C. eut fait savoir, par les phrases convenues, que les originaux étaient arrivés en lieu sûr. Ainsi, sur une grande feuille de papier quadrillé, Stoskopf avait dressé un tableau de tous les sous-marins allemands basés à Lorient, avec indication de leur numéro et de leur totem. Il notait avec soin les arrivées et les sorties. De la sorte, les Alliés apprirent ce que contenaient les mystérieux colis qu'apportaient des sous-marins japonais, lestés avec des gueuses d'étain, d'environ 40 cm de longueur, 10 cm de côté et 2 cm d'épaisseur, creuses et soudées. A l'intérieur se trouvaient des produits rares, des produits pharmaceutiques, principalement de la quinine, qu'ils livraient aux Allemands. Quand ils s'en retournaient, ils étaient lestés normalement, avec des gueuses de fonte.

Stoskopf, qui, **début 1943**, était allé habiter à Quimper après les bombardements de Lorient, y emportait chaque soir les renseignements recueillis dans la journée. La soeur de sa secrétaire-interprète, Melle Schneider, elle-même interprète à la feldkommandantur de Quimper, lui communiquait également des informations.

Les arrestations de l'année de 1943:

Lorsque à la fin de 1942, les autorités allemandes se rendirent compte que de nombreuses affaires d'espionnage découvertes en des points très divers du territoire français se reliaient entre elles et mettaient en cause le réseau *Alliance* fondé par Georges Loustanau-Lacau, qui avait été arrêté par la police de Vichy **en 1941** et livré à la Gestapo, elles décidèrent de spécialiser, pour traiter ces affaires, deux de leurs services: l'*Abwehrstelle* (AST), ou service de contre-espionnage de la Wehrmacht, celui de Dijon et celui de Strasbourg. Le premier était plus spécifiquement chargé des enquêtes, dont les résultats étaient transmis au SD qui effectuaient les arrestations des agents du réseau, et le second de la confection du dossier judiciaire. La trahison d'un agent du réseau, **Paul Lien** **, alors à Dijon, provoquait une série d'arrestations un peu partout en France.

Les premières arrestations frappèrent, entre **fin janvier et mars 1943**, les agents des régions du Sud, Toulouse, Béziers, et Provence.



Suzanne CARDINEAU



Henri CHANTREL



Paul CHANTREL



René CIEVRE



COINDEAU André



Yvonne COINDEAU



COLLARD André,



Alice COUDOL

De FOUGEROLLES
Yves

De VILLENEUVE Alain



De VILLENEUVE Yves



Marcel DUFOSSÉ



Jean BOZENOU



Gustave GILLAZEAU



Marie GILLET



Maurice GILLET



Les arrestations de septembre à décembre 1943:

Puis, **le 16 septembre 1943**, au retour d'une mission à Londres, alors qu'il avait pris le train à Nanteuil-Haudouin après avoir été déposé par Lysander à 45 km de Paris, Léon Faye, alias « *Aigle* », chef militaire du réseau, était arrêté par la Gestapo en gare d'Aulnay-sous-Bois, ainsi qu'au moins deux autres responsables d'opérations. Le même jour étaient arrêtés à Paris, **Alain Le Bastard de Villeneuve**, ainsi que 4 opérateurs radios de la Centrale. Après l'arrestation de Léon Faye et des opérateurs radio, les Britanniques, pour protéger Marie-Madeleine Méric-Fourcade, qui dirigeait le réseau depuis l'arrestation en juillet 1941 de « *Navarre* », la retenaient à Londres où elle était venue en mission. Elle n'obtint l'autorisation de regagner la France qu'en juillet 1944 où elle se livra à des missions de renseignements en avant de l'armée Patton.

À partir du 16 septembre 1943, les arrestations s'enchaînèrent, frappant tout particulièrement le secteur « *Chapelle* ».

Le 17 septembre 1943 à Brest, étaient arrêtés, René Premel, son épouse **Marguerite, née Corre**, agent de liaison, sa belle-mère, **Marie-Jeanne Le Bacquet**, prise en otage, arrestations suivies **le 25 septembre**, de celle de **René Jamault**, agent « *S.27* », clerc de notaire, **le 27 septembre**, de celles de Maurice Gillet, de son épouse **Marie**, agent de liaison, de son père **Léon Gillet**, de sa belle soeur, **Jeanne Maistre**, directrice d'école, d'une amie de la famille, prise en otage, **Amélie Simottel**, agent d'assurances, des **frères Pierre et René Guézennec**, agents de renseignements, employés dans la marine, de **Georges Lacroix**, agent « *S.25* », alias « *Limande* », biscuitier, chargé des départs par mer, puis de **Clara Matchou**, agent de liaison « *S.250* », commerçante. D'autres membres du groupe de Brest étaient arrêtés, courant octobre et novembre 1943: **le 3 octobre**, **Paul Masson**, agent de renseignements, employé de laboratoire, **le 4 octobre**, **Alice Coudol**, agent de liaison « *S.529* », commerçante ambulante, **le 15 novembre**, **Jean Eozenou**, agent de renseignements, commis de marine à l'arsenal de Brest, **le 20 novembre**, **Marcel Dufosset**, agent de renseignements, officier de police et **Georges Roudaut**, agent « *S.23* », pharmacien.

Le 23 septembre 1943, à Rennes, étaient arrêtés **Raymond Hermer**, agent « *S 11* », et **René Lebré**, arrestations suivies de celles, **le 30 septembre** de Pierre Le Tullier, et de sa femme, **Henriette, née Maitrejean**, d'**Yves Le Bastard de Villeneuve**, alias « *Sapajou* », agent de renseignements, étudiant, **le 1 octobre** à Vitré, de **Pierre Lemaitre**, agent « *S 92* », directeur économe des hospices civils de la ville, qui accueillait dans les locaux de l'hôpital des aviateurs alliés et détenait un poste émetteur, **le 7 octobre**, d'**Auguste Régent**, agent de renseignements, policier.

Le 24 septembre à Paris, Lucien Poulard était arrêté en pleins Champs-Élysées, arrestation suivie le 25 septembre, de celle de Philippe Lefebvre.

Dans le Morbihan, les arrestations frappaient tout d'abord le groupe constitué autour d'Yves Rigoine. Ainsi, **le 4 octobre 1943**, deux hommes de la Gestapo se présentaient à la poste d'Auray et arrêtaient Eugène Bénizé au moment où il sortait dans le couloir. Malgré une vaine perquisition à son domicile, les allemands, manifestement bien renseignés, allèrent ensuite arrêter Louise Andreu. Tous deux furent incarcérés à la prison de Vannes puis transférés, **le 13 octobre**, à celle de Rennes. Selon le témoignage recueilli par Roger le Roux, dans le train, qui les transportaient dans cette ville un homme qui portait une caisse de cheminot, venait s'asseoir près d'eux et engageait la conversation avec Bénizé : « *Vous avez été arrêté ; pourquoi ? vous avez gueulé dans les bistrot ? — Je suis dans les bureaux, je ne bavarde pas* ». Comme Eugène Bénizé s'affirmait innocent, l'autre insistait : « *Vous dites que vous n'avez rien fait, ils ne vont ont pourtant pas arrêté sans raison ?* ». Puis il demandait « *Vous connaissez cette femme-là ?* » Louise Andreu intervenait alors : « *Qu'il dise à mon gendre qu'ils peuvent me couper la langue, je ne dirai jamais rien* ». A Rennes, le soit disant cheminot parlait longtemps en allemand aux feldgendarmes qui les gardaient. Eugène Bénizé ne fut jamais confronté avec Louise, et serait, au bénéfice du doute, libéré **le 2 juin 1944**, tandis que Louise qui avait gardé le silence serait déportée et disparaîtrait dans les camps nazis. Yves Rigoine, qui avait été prévenu par Mme Bénizé de l'arrestation de son mari, partait immédiatement se réfugier chez un oncle mais, croyant que les poursuites avaient cessé, revenait chez lui à la fin du mois, pour la Toussaint: il était arrêté **le 30 octobre 1943**.

A partir du 12 décembre 1943, les arrestations frappaient le secteur de Nantes : vraisemblablement

Loire, les Allemands arrêtaient celui-ci et son épouse **Yvonne, née Mandin** ainsi que le radio Hugues Monclin et le fermier, beau-frère de Coindeau, **Maurice Mandin** agent «S.700», agriculteur chez qui se trouvait le poste émetteur du secteur. **Le 17 décembre** c'était le tour de **Armand Troudet**, agent de renseignements, dessinateur, **le 23 décembre**, celui de Raymonde Le Névé, de **Georges Guillet**, agent « S 76 », chef d'études au chantier de la Loire, et de **Louis Labalec**, agent de renseignements, employé aux chantiers maritimes de Nantes. Enfin le **7 janvier 1944**, de **Gustave Gillaizeau**, alias « *Justinien* », cultivateur chargé de la réception des parachutages, puis à une date ignorée, de **Suzanne Cardineau**, agent de liaison « S. 700 ».

Les arrestations de février 1944:

Malgré ces arrestations, Jacques Stoskopf poursuivait son activité de collecte de renseignements. Or, son nom figurait dans une liste que la Gestapo trouva sur un agent du réseau. Un premier avertissement fut indirectement donné à Stoskopf. Selon les témoignages recueillis par Roger Le Roux, à l'issue d'une conférence chez le commandant allemand de l'arsenal, le lieutenant de vaisseau Bernardi dit au lieutenant Pauchard, interprète, que Stoskopf ne faisait plus l'affaire, que les ouvriers placés sous ses ordres ne travaillaient pas mais qu'il les défendait. L'officier allemand ajoutait que tous les ingénieurs allemands s'en plaignaient et qu'il serait grand temps de le remplacer. Sachant que cet officier n'aimait pas les nazis, Pauchard voyait là un moyen de l'informer que Jacques Stoskopf risquait une arrestation imminente. Pauchard le rapportait à l'ingénieur le Puth qui informait immédiatement Jacques Stoskopf. Selon l'amiral Le Puth (2), ce dernier lui aurait répondu : « *Je ne puis abandonner mon travail actuellement ; je suis à la tête d'une filière qui ne saurait exister sans moi et ma désertion pourrait avoir de graves conséquences pour certains de mes agents* ». **Le 21 février 1944**, dans l'après-midi, deux policiers du S.D. de Vannes, sur un ordre venu de Rennes, arrêtaient Jacques Stoskopf dans l'arsenal. Ses collaborateurs décidaient de détruire aussitôt tout ce qui, dans une perquisition à craindre, pourrait lui nuire. L'ingénieur Perrais qui habitait, comme lui, à Quimper depuis l'évacuation de Lorient, se rendait auprès de Mme Stoskopf. Dans le bureau de son mari, ils trouvaient une grande enveloppe pleine de documents que celui-ci mettait quotidiennement à jour depuis le début de l'occupation. Tout fut brûlé, les allemands ne trouvèrent aucune preuve lors de leur perquisition le jour suivant. En tout cas, malgré les interrogatoires subis par Jacques Stoskopf, aucun de ses informateurs de l'arsenal ne fut inquiété. Après son arrestation, il fut dirigé sur Vannes puis sur Rennes et, le 20 mai 1944, il fut transféré à Strasbourg puis au camp de Schirmeck, proche de cette ville.

Du réseau « Alliance » à l'Armée Secrète:

En décembre 1943, Emile Audran avait échappé de justesse à l'arrestation. En effet, ce mois-là, comme tous les lundis, il se trouvait dans le train sur le trajet de Vannes à Hennebont. En arrivant près de cette ville, il avait été prévenu que la gare était cernée. Il continuait donc son voyage sur Quimperlé alors que les Allemands contrôlaient les papiers de toutes les personnes descendues du train à Hennebont. Le même jour, les hommes de la Gestapo se rendaient à son domicile dans l'espoir de l'y trouver. Aidée par le garagiste de Guéméné, Monsieur Montmayeur, Madame Audran se rendait à Hennebont pour prévenir André Toulgoat et détruire divers documents et objets compromettants dont deux énormes colts. Malgré cette alerte, Emile Audran décidait de poursuivre son action avec son ami Auguste Vigouroux. Ce dernier lui avait trouvé un refuge chez le capitaine de vaisseau Defforges, à Ille de la Jument, dans le golfe du Morbihan. Emile Audran s'y cacha pendant environ trois semaines. Se faisant passer pour un officier de marine, il n'hésita pas à faire une causerie sur Diego-Suarez devant des officiers allemands qui logeaient dans la maison. Puis, Emile Audran renouait avec les dirigeants du réseau qui, en Bretagne, avaient pu échapper à ces vagues d'arrestation. Il prenait même la succession d'André Coindeau, comme responsable du secteur Nantes-Angers tandis que Pierre Poulichet devenait chef du secteur de Lorient-Hennebont. Un jeune homme de Riantec, un certain **Margana**, acceptait d'aller chercher le poste émetteur appelé « *Viole* », qu'Audran avait ramené lors d'un voyage à Nantes et qu'il avait caché chez des amis à Port-Haliguen, dans l'attente de pouvoir l'utiliser.

Par l'intermédiaire de Madame Defforges, qui connaissait Auguste Vigouroux, Emile Audran entra en relation avec Maurice Chenailler, alias colonel « *Morice* » qui, sur les instructions du Délégué Militaire Régional Valentin Abeille, alias « *Fantassin* », cherchait à regrouper les divers mouvements et réseaux de Résistance. Emile Audran acceptait d'intégrer les éléments du groupe « *Alliance* » – secteur Lorient-

l'Armée secrète et Auguste Vigouroux son adjoint. **En février et mars 1944**, ils exécutaient l'un et l'autre plusieurs missions de renseignements dans le Morbihan, dont ils remettaient les résultats tant à l'Armée secrète et qu' à « *L'Alliance* », dérogeant ainsi la règle de cloisonnement entre réseau et mouvement.

Les arrestations de mars 1944:

Or, à Vannes, Audran venait de se lier avec un individu qui se faisait appeler Jean Laroche. Il s'agissait en réalité de **Claude Laboriaux****, agent de l'Abwer. Arrivé de Paris en janvier 1944, il prétendait travailler pour une société de ravitaillement des camps militaires, sise 18 rue du Port. Arguant être un agent double, qui serait bientôt chef départemental de la Milice, Claude Laboriaux aurait réussi à persuader Audran qu'il pourrait posséder en lui un informateur de premier ordre au sein même du service secret allemand. Enfin, Laroche était devenu l'amant d'une dactylographe des Travaux maritimes d'Hennebont, qui à l'occasion, jouait le rôle d'agent de liaison entre Pierre Poulichet et Emile Audran. Claude Laboriaux obtint de la sorte suffisamment de renseignements sur le groupe pour permettre à la Gestapo d'agir.

Au matin du 13 mars 1944, sept membres du groupe d'Hennebont furent arrêtés dans les bureaux des « Travaux maritimes ». Une des dactylographes eut la présence d'esprit de jeter à temps dans la chaudière les caractéristiques d'un prototype d'avion cachées dans une boîte à biscuits. Puis dans le train qui le conduisait à Vannes, André Toulgoat réussit à avaler deux listes, celle des P.C. allemands échelonnés autour de Lorient et celle de résistants qui étaient volontaires pour s'engager dans l'organisation militaire dont la formation venait de commencer. La perquisition effectuée dans les bureaux d'Hennebont ne donna pas de grands résultats. Aussi, 6 des personnes arrêtées à Hennebont furent -elles relâchés à Vannes ou à Rennes après un emprisonnement de plusieurs mois, André Toulgoat, parvenant quant à lui, en août 1944, à s'évader du convoi de déportation.

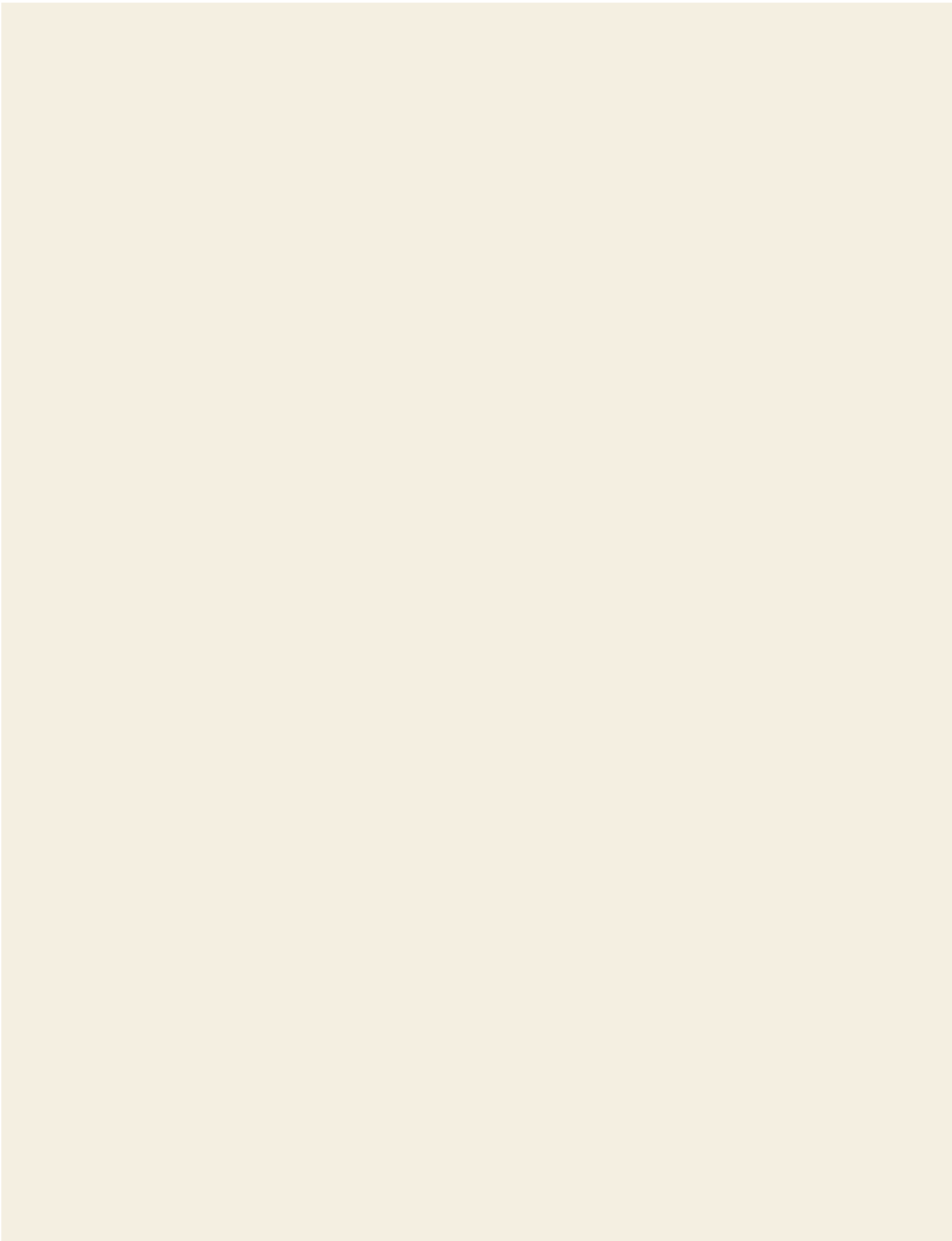
Ce même 13 mars, à Vannes, Auguste Vigouroux était arrêté dans l'après-midi, à la gare, au moment de prendre un autocar pour aller à Erdeven chez l'instituteur Michel Le Bris chercher des plans sur les défenses côtières. Dans la soirée, c' était au tour d' Emile Audran d'être arrêté. Or, Audran détenait sur lui un carnet contenant plusieurs noms. Soumis à de nombreuses séances de torture, par le chef du S.D, Fischer, Emile Audran donnait un certain nombre de précisions sur les noms qui figuraient dans ce carnet. Celles-ci permirent, malheureusement, au S.D d'identifier plusieurs membres de l'organisation départementale et du secteur Bretagne-Anjou de l'« *Alliance* ». Toutefois, Madame Dubois, Pierre Poulichet et Noël de Toury, déportés dans le convoi qui quitta Rennes **le 3 août 1944**, furent libérés à Belfort **le 28 août 1944**, grâce, vraisemblablement, à l'intervention d'un malgré nous.

Nous ignorons si les arrestations qui s'abattirent sur les régions de Laval, Nantes et d'Angers, peu avant ou peu après celle d'Emile Audran, résultent des renseignements extorqués sous la torture à ce dernier, et peut être aussi, pour certains, déjà, connus de Laboriaux. En tout cas, étaient arrêtés, **le 7 mars 1944**, **Emile Glevarec**, alias « *Glycine* », opérateur radio, **le 9 mars** les agents de liaison Henri et Paul Chantrel, **Georges Muriel**, **Louis Le Meur**, alias « *Sioux* », **le 15 mars**, **René Loué**, agent de renseignements, **le 16 mars**, les frères **Armel et Paul Raulo**, agents de liaison, **Edouard Guinel**, agent de renseignements, rédacteur à la préfecture d'Angers, **Auguste Régent**, agent de renseignements, policier, et enfin, **le 15 avril 1944**, **Fernand Yvinec**, agent de renseignements, policier. (3)

Par ailleurs, **le 28 avril 1944**, **Yves François le Bitoux**, agent de renseignements, vétérinaire, maire de la Roche Derrien depuis 1935, était arrêté, à la Roche Derrien, avec trois membres du réseau, alors qu'il les aidait à s'embarquer pour l'Angleterre à partir des Côtes du Nord: **Raymond Pezet**, alias « *Poisson volant* », **Jacques-André Collard**, alias « *Cactus* » et **Jeannie Rousseau de Clarens**, alias « *Amniaris* ».

Cependant quelques agents du réseau, restés en relation avec les responsables ayant échappé aux arrestations, parvinrent à poursuivre l'action. Par exemple, **Jean Roger dit Jean Sainteny**, alias « *Dragon* », après son retour d'Angleterre, entreprit de reconstituer le réseau dans le Nord et dans l'Ouest. Il parvint à renouer le contact avec le fils de Pierre Poulichet, Jacques. Celui-ci, avec ses amis Robert Le Louer et Robert Le Thuaut, poursuivit la collecte des renseignements, qui furent transmis par Margana, émettant avec le poste « *Viole* », installé à Pluvigner chez Jacques Poulichet.

La déportation et les exécutions des membres du Réseau Alliance :





Polizeidirektion Pforzheim
M. 1322 No. 4176

HÉRMER Raymond

René JANAULT

Philippe KOENIGSWERTHER

Émile GLÉVAREC



Louis LABALLEC



Georges LACROIX



Marie-Jeanne LE BACQUET



RENÉ René



LEPÉVRE Philippe



LEMAITRE Pierre



LEMOIGNE Joël



Louis LE MEUR



Raymonde LE NÉVE



Pierre LE TULLIER



René Loué,



Jeanne Maître



Compte tenu du suivi des dossiers des agents de l'Alliance par l'AST de Strasbourg, les membres du réseau Alliance arrêtés en France sur ordre de l'AST de Dijon furent tout d'abord dirigés vers la prison de Strasbourg, pour être ensuite transférés, sous le statut NN, vers des prisons du Reich, dans l'attente de leur jugement par le Tribunal de Fribourg en Brisgau. Tel fut, en tout cas, le parcours de quelques 128 membres du réseau, 114 hommes et 14 femmes qui furent déportés dans des convois de 35 à 40 personnes quittant Paris **entre décembre 1943 et janvier 1944**.

71 déportés furent incarcérés dans la prison de Kelh, ville située près de Strasbourg sur la rive droite du Rhin ;

27 dans celle de Pforzheim, ville située entre Karlsruhe et Stuttgart;

15 à Fribourg puis transférés à Schwabisch-Hall, prison au Nord de Stuttgart, 10 à Rastatt, 4 à Offenburg et 1 à Karlsruhe.

Au moins 53 de ces résistants furent condamnés à mort lors des procès qui se déroulèrent fin décembre 1943, en mars et enfin en juin 1944. Selon le témoignage d'un des avocats commis pour les assister « *je me permets de faire la remarque que la conduite de tous les membres de l'Alliance devant le Tribunal fut excellente. Je suis depuis plus de vingt ans avocat plaidant les affaires criminelles et jamais encore je n'ai rien vu d'aussi émouvant que ces procès, particulièrement à cause des personnalités si sympathiques des accusés et de leur attitude admirable. Mes confrères qui défendaient cette affaire sont de mon avis et nous avons tous de l'admiration pour le patriotisme et la tenue remarquable des membres de l'Alliance.* »

Après avoir été détenus dans des conditions particulièrement inhumaines, puisqu' enfermés dans des cellules individuelles, ils ne purent en sortir que le jour de leur exécution, ces condamnés furent fusillés dans des prisons du Reich.

14 agents des régions du Sud, Toulouse, Béziers, Provence arrêtés entre janvier et mars 1943, à Karlsruhe, le 1 avril 1944, et 15 le 25 mai à Ludwigsburg.

Enfin 24 agents, appartenant notamment au secteur «Chapelle », furent fusillés, le 21 août 1944 à Heilbronn, ville située entre Karlsruhe et Stuttgart. S'agissant de ces derniers, selon les informations recueillies par Marie Madeleine Fourcade, **le vendredi 18 août 1944**, le directeur de la prison de Schwabisch-Hall les informait qu'ils seraient transférés dans la nuit du 20 au 21 août, mais que leurs affaires personnelles resteraient sur place. De plus, il leur demanda de remplir une étiquette en y indiquant leur adresse en France. Les détenus ne pouvaient donc ignorer le sort qui leur était réservé. Les radios du groupe parvinrent à communiquer, par les tuyaux du chauffage central, à un officier opérateur radio britannique incarcéré avec eux, quelques ultimes messages. Les 24 hommes furent transférés, dans la nuit, à la caserne d'Heilbronn, puis conduits par groupe de huit jusqu'au champ de tir où ils furent fusillés. Le curé de Ludwigsburg, convoqué par téléphone dans la nuit pour les assister, indiquait « *En prenant le chemin du champ de tir, unis dans la même ferveur, ils crièrent tous ensemble : « Vive la France ! »*

Parmi les fusillés se trouvaient :

Raymond Hermer, né le 29 décembre 1903 à Rennes (35): il avait 40 ans ;

Alain Le Bastard de Villeneuve, né le 8 juin 1922 (lieu de naissance ignorée): il avait 22 ans;

Yves Le Bastard de Villeneuve, né le 1 août 1920 (lieu de naissance ignorée): il avait 24 ans;

René Lebré, né le 26 septembre 1921 (lieu de naissance ignorée) : il avait 23 ans;

Philippe Lefebvre, né le 15 avril 1917 à Paris (75) : il avait 27 ans ;

Pierre Lemaitre, né le 2 février 1911 à Châtillon en Vendelais (35): il avait 33 ans ;

Pierre Lemoigne, né le 8 juillet 1912 à Brest (29): il avait 32 ans ;

Lucien Poulard, né le 2 décembre 1917 à Redon (35): il avait 26 ans ;

Yves Rigoine de Fougerolles, né le 6 juillet 1913 à la Trinité sur Mer (56): il avait 31 ans.

Les massacres :

A partir de mars 1944, l'AST de Strasbourg décidait de transférer les groupes de déportés de l'Alliance par camions dans le camp Schirmeck proche de Strasbourg.

Ce camp situé dans la commune de Schirmeck, dans le Bas-Rhin, en Alsace annexée, était destiné initialement aux Alsaciens et Mosellans réfractaires au régime nazi, hommes et femmes, ainsi qu'aux

par l'Armée française dans cet endroit protégé de la vallée de la Bruche pour accueillir des réfugiés de la ligne de front. Après la défaite, sur l'initiative du Gauleiter Robert Wagner, chef du Gau de Bade-Alsace, et du Docteur Gustav Scheel, commandant du SD du sud ouest, le camp fut agrandi pour être transformé en camp de rééducation, Erziehungslager ou Umschulungslager, puis en camp de sûreté, Sicherungslager. Un Vorhof, ou avant-camp, comprenait une Kommandantur, et des petites cellules utilisées comme salles d'interrogatoire par la Gestapo. Au fond se situait le camp des femmes, dont la gardienne en chef fut une Alsacienne. Les détenus travaillaient dans les carrières de pierres d'Hersbach et sur la base aérienne d'Entzheim. Ils construisirent le camp de Natzweiler – Struthof situé à 6 km. En septembre 1942, le camp comptait 1 400 détenus. **Entre 1940 et le 22 novembre 1944**, date de la libération du camp, 25 000 personnes auraient été détenues dans ce camp dirigé par le SS **Karl Buck****. Il y aurait eu 78 exécutions dans le camp de Schirmeck lui-même.

104 hommes et 16 femmes de l'«Alliance» furent détenus dans ce camp. Les 10 premiers y arrivèrent dès le mois de mars 1944. **Le 25 avril 1944**, ils furent transférés à la prison de Wolfach, ensuite, **le 21 décembre 1944**, au KL Dachau. Puis trois autres transports suivirent, y conduisant, **le 29 avril 1944**, 37 membres des secteurs d'Autun, de Nantes, et de la Rochelle, puis, **le 20 mai**, 61 personnes arrêtées à Paris, dans le Nord et en Bretagne. Enfin, **fin juin 1944** au moins 10 membres du secteur méditerranéen, y arrivaient ainsi que quelques autres détenus jusqu'au mois d'août.

Tous les détenus NN de l'Alliance étaient affectés au block 10, baraque semblable en apparence à toutes les autres, mais qui servait de prison aux « terroristes » du camp. Ceux qui n'avaient pas été affectés au block 10, étaient enfermés au cachot « bunker ». Les femmes, quant à elles, se trouvaient au « garage », bâtiment qui servait à l'origine de remise pour les voitures. Les détenus NN n'avaient pas le droit de sortir de la baraque, ne pouvaient entrer en relation avec aucun des autres détenus, qui eux, quand ils n'étaient pas au travail, avaient l'autorisation de circuler à l'intérieur du camp. Ils ne pouvaient non plus recevoir ni lettre, ni colis. Leur présence devait être gardée secrète. Le Commandant d'active **Christian de La Motte Rouge**, né le 14 décembre 1897 à Pommerit Le Vicomte (22), agent principal du secteur de la Rochelle, arrivé le 17 mars 1944 à Schirmeck, mourait d'épuisement dans le bunker, **le 21 avril 1944**: il avait 46 ans.

Le massacre au camp de Natzweiler- Struthof dans la nuit du 1 au 2 septembre 1944:

L'avancée de l'armée américaine commandée par le Général Patton, qui, **le 30 août 1944**, avait atteint la Moselle, aurait déterminé les nazis au massacre des membres du réseau Alliance détenus à Schirmeck. Le SS **Karl Gehrum****, *Oberturmführer* de l'Ast III de Strasbourg, directement responsable de l'exécution des ordres venant de Berlin, avouait d'ailleurs, lors de son procès, que ceux-ci exigeaient « *l'exécution systématique de l'Alliance par ordre supérieur auquel je devais obéir en officier discipliné* ».

Un survivant du réseau, le docteur Jean Lacapère, désigné le 16 juillet 1944, comme médecin du camp, qui n'était donc plus au block 10, mais à l'infirmerie, a rapporté les faits suivants. Depuis la fenêtre de cette infirmerie, le 1er septembre au soir, il aurait vu le départ de ses camarades dont il crut tout d'abord qu'il était à destination de Gaggenau, ville située entre Strasbourg et Karsrhule. En effet, il avait entendu parler d'un repli vers ce camp depuis plusieurs jours. Toutefois, son inquiétude grandit quand il remarqua que tous partaient, sans bagage, par groupes de douze dans une camionnette. Or celle-ci revint toutes les deux heures jusqu'à l'aube. Un si court intervalle ne pouvait suffire au trajet Schirmeck-Gaggenau et retour. Divers témoignages permettent d'établir comme suit les derniers moments de ces patriotes. Parvenus au Struthof par groupes de douze et déshabillés dans la baraque-vestiaire, ils furent conduits dans le local situé au-dessous du four crématoire. Là, ils furent étendus sur le sol, puis exécutés d'une balle dans la tête, dès leur entrée dans ce caveau. Les corps furent montés par l'ascenseur jusqu'au four crématoire, puis incinérés à raison de quatre à six par heure, ce qui explique le fonctionnement du four pendant plusieurs jours. le SS Gehrum indiquait lors de son procès : « *cent huit personnes de l'Alliance, ont été transférées, les 1er et 2 septembre, au Struthof. Deux jours plus tard, le chef du camp de Schirmeck, le nommé Buck, m'a confié que toutes avaient été tuées au Struthof d'une balle dans la nuque et brûlées par la suite au four crématoire, travail qui a duré en tout deux jours et je n'ai eu connaissance de ces faits que par les déclarations de Buck...* ».

Parmi ceux qui furent massacrés cette nuit là, se trouvaient, membres du secteur « Chapelle » ou

Suzanne Cardineau, née le 11 juin 1916 à Nantes (44) : elle avait 28 ans ;
Henri Chantrel, né le 22 mai 1880 à Sainte Suzanne (53) : il avait 64 ans ;
Paul Chantrel, né le 25 novembre 1913 au Mans (72) : il avait 30 ans ;
René Chèvre, né le 21 janvier 1921 au Mans (72) : il avait 23 ans ;
Jacques Collard, né le 8 février 1920 à Nogent sur Oise (60) : il avait 24 ans ;
Gustave Gillaizeau, né le 28 février 1880 à Nantes (44) : il avait 64 ans ;
Léon Gillet, né le 28 septembre 1875 à Paris (75) : il avait 69 ans ;
Maurice Gillet, né le 21 août 1914 à Monçay (45) : il avait 40 ans ;
Emile Glevarec, né le 6 mai 1919 à Loperec (29) : il avait 25 ans ;
Pierre Guezenec, né le 9 janvier 1899 à Brest (29) : il avait 45 ans ;
René Guezenec, né le 25 juin 1905 à St Marc (29) : il avait 39 ans ;
Georges Guillet, né le 25 janvier 1902 à Nantes (44) : il avait 42 ans ;
Edouard Guinel, né le 16 septembre 1904 à Marolles (72) : il avait 40 ans ;
Philippe Koenigwerther, né le 21 juillet 1918 à Dinard (35) : il avait 26 ans ;
Louis Labalec, né le 8 mars 1894 à Nantes (44) : il avait 50 ans ;
Louis Le Meur, né le 12 juin 1917 à Clohars (29) : il avait 27 ans ;
Raymonde Le Névé, née le 29 juillet 1910 à Nantes (44) : elle avait 34 ans ;
Pierre Le Tullier, né le 6 février 1914 (lieu de naissance ignorée) : il avait 30 ans ;
René Loué, né le 29 mars 1920 à Pouzanges (85) : il avait 24 ans ;
Yvonne Mandin, épouse Coindeau, née le 17 septembre 1908 aux Sables d'Olonne (85) : elle avait 36 ans ;
Jeanne Maistre, née le 19 avril 1895 à Tahiti : elle avait 49 ans ;
Georges Muriel, né le 30 septembre 1914 à Montsurs (53) : il avait 30 ans ;
Léon Pottier, né le 24 juillet 1907 au Mans (72) : il avait 37 ans ;
Armel Raulo, né le 21 mai 1917 à Brou (28) : il avait 27 ans ;
Paul Raulo, né le 6 août 1918 à Tours (37) : il avait 26 ans ;
Auguste Régent, né le 14 août 1909 à Redon (35) : il avait 35 ans ;
Fernand Rézeau, né le 1 août 1891 à Ancenis (44) : il avait 53 ans ;
Georges Roudaut, né le 17 avril 1906 à Lesneven (29) : il avait 38 ans ;
Jacques Stoskopf, né le 27 novembre 1898 à Paris (75) : il avait 45 ans ;
Fernand Yvinec, né le 17 mai 1920 à Landerneau (29) : il avait 24 ans .

Des 110 membres de l'Alliance encore présents à Schirmeck, ce 1 septembre 1944, seuls échappèrent à la mort, le docteur Lacapère transféré, le 2 septembre, à Gaggenau et Simone Vacher- Bougouin, qui n'avait pas été placée avec les autres femmes du groupe au « garage » et resta dans ce camp jusqu'à sa libération le 22 novembre 1944. En revanche, **le 5 septembre 1944**, resté dans le camp, **Joseph Boehler**, né le 5 février 1898 à Saint Dié (88) y fut exécuté.

Voici les mots par lesquels un des responsables survivants du réseau, a conclu son hommage à ses camarades lors de la première cérémonie qui eut lieu au Struthof, **le 2 septembre 1946** : « *Il n'y a pas de langue, il n'y a pas de musique pour transcrire en expression sensible les chants et les prières de nos morts. Leur vie a trouvé en elle-même sa justification et sa récompense. Nous attendre serait profaner leur souvenir. Le royaume de nos morts est la solitude. Notre hommage suprême le silence* » .

En novembre 1944, alors que l'armée américaine, commandée par le Général Patton, atteignait le Rhin, les nazis organisaient les massacres des autres membres du réseau Alliance détenus dans des prisons du Reich.

le massacre à Kehl le 23 novembre 1944 :

Ce jour là , vers midi, le SS Gehrum, chef de l'Ast III de Strasbourg, et les gardiens Schoenner et Brunner firent sortir de leur cellule, 9 détenus de l'Alliance puis ils les emmenèrent, deux par deux, près du Rhin, non loin d'un blockhaus où ils les exécutèrent . Parmi les massacrés, se trouvaient:

André Coindeau, né le 6 janvier 1906 (lieu de naissance ignorée) : il avait 38 ans ;
Georges Mandin, né le 27 juillet 1922 (lieu de naissance ignorée) : il avait 22 ans ;
Hugues Monclin, né le 22 septembre 1920 (lieu de naissance ignorée) : il avait 24 ans ;
Armand Troudet, né le 24 février 1903 à Lorient (56) : il avait 41 ans ;

Dès le lendemain, les mêmes bourreaux se rendaient à la prison de Rastatt et faisaient sortir de leur cellule 12 détenus, appartenant tous à la région Centre, et arrêtés en septembre 1943. Selon les aveux de Gehrum lors de son procès « *l'exécution eut lieu près d'un pont en bois situé à proximité de Blittersdorf. Les prisonniers furent assassinés 2 par 2 et les corps furent jetés dans le fleuve.* » Parmi eux, se trouvait, **Léon Mury**, né le 21 novembre 1920 à St Malo (35): matelot radio breveté, il était devenu, sous l'alias « Loir », l'opérateur radio du **Colonel Kauffman**, chef du secteur dit « Caverne »: il avait 24 ans;

le massacre à Pforzheim le 30 novembre 1944 :

Le 30 novembre 1944, après leur avoir fait signer le registre de levée d'écrou, et leur avoir remis dix marks, comme s'ils allaient les libérer, les assassins Gehrum et Brunner et quelques acolytes firent sortir de la prison, vingt-six détenus dont 8 femmes, appartenant tous à l' *Alliance*. Ils les conduisirent, en camion, à plusieurs kilomètres de la prison, dans un bois où ils les abattirent, puis les ensevelirent dans un trou.

Parmi les victimes se trouvaient :

Marguerite Corre épouse Premel, née le 5 mai 1906 à Brest (29) : elle avait 38 ans;

Alice Coudol, née le 10 février 1923 à Brest (29) : elle avait 21 ans;

Marcel Duffoset, né le 27 juillet 1909 à Charleville (08): il avait 35 ans ;

Jean Eozenou, né le 14 avril 1913 à Lannilis (29) : il avait 31 ans ;

Marie Gillet, née le 9 janvier 1900 à Brest (29) : elle avait 44 ans ;

René Jamault, né le 10 septembre 1919 à Brest (29): il avait 25 ans ;

Georges Lacroix, né le 16 janvier 1879 (lieu de naissance ignorée) : il avait 65 ans ;

Paul Masson, né le 14 janvier 1894 à Paris (75) : il avait 50 ans ;

Clara Matchou, née le 18 avril 1918 à Epinal () : elle avait 26 ans ;

Marie-Jeanne Menez épouse Le Bacquet, née le 4 août 1884 à Brest (29) : elle avait 60 ans;

René Premel, né le 6 juin 1902 à Brest (29) : il avait 38 ans;

Marie Simottel, née le 29 février 1876 à Brest (29) : elle avait 68 ans.

Fin mai 1945, les soldats français ayant découvert le charnier firent retirer les corps de celui-ci par des civils allemands et les firent placer dans des cercueils, devant lesquels dut défiler toute la population de Pforzheim.

Quelques jours avant ce massacre, alors qu'elle avait été incarcérée à Pforzheim, le 27 janvier 1944, **Henriette Maitrejean épouse Le Tullier**, née le 22 août 1914, put s'évader de la prison de Friburg, où elle avait été transférée, ce, à l'occasion du bombardement de la ville et notamment de la prison, **le 27 novembre 1944**. Elle rentra en France en 1945. Le lendemain de ce bombardement, dans la journée **du 28 novembre 1944**, trois agents de l'Alliance, détenus dans cette prison, le Lieutenant Colonel **Edouard Kauffmann**, alias « *Criquet* », chef des secteurs Centre et Sud Ouest du réseau, né le 18 mai 1895, le capitaine **Emile Pradelle**, né le 1 septembre 1901, et **Jean Lordeux**, agent de la SNCF, né le 1 mars 1907, condamnés à mort lors du procès de Fribourg, mais dont la sentence n'avait pas été appliquée, furent sortis de leur cellule et exécutés d'une balle dans la nuque.

Le massacre dans le camp de Gaggenau, le 30 novembre 1944 :

Vraisemblablement, ce même 30 novembre s'achevait à Gaggenau la série des massacres commencé à Kehl. Ce camp, situé entre Strasbourg et Karlsruhe, était composé de six blocks, quatre destinés aux hommes, deux autres réservés aux femmes. **Vers la fin du mois de novembre**, neuf prisonniers du réseau Alliance y furent transférés. Après un séjour d'une huitaine de jours, ils repartirent pour une destination inconnue. Grâce aux recherches entreprises par un prêtre alsacien, détenu dans ce camp, qui avait pu recueillir quelques messages, voire lettres, pour leurs familles, un charnier fut découvert dans la forêt de Ratenow où furent exhumés, reconnus et aussitôt transférés à Strasbourg, sept membres du secteur Hangar, région de Bordeaux, et deux du secteur Clinique, région de Toulouse.

Voici des extraits de la dernière lettre de l'un d'entre eux, Lanneret, chef opérateur-radio :

Gaggenau, le 29 novembre 1944,

Demain je quitte le camp pour une destination inconnue. A l'heure où en sont les événements, ce n'est pas très bon signe pour nous. Enfin le courage et surtout la confiance règnent. Si je ne reviens pas, je ne

voudrais pas que tu crois, ma petite fiancée chérie, que j'ai souffert moralement. Non. Les huit mois de prison que je viens de faire m'ont préparé à la mort et, le montent venu, j'oublierai très facilement, je crois, les choses matérielles et terrestres que nous sommes obligés d'endurer ici-bas...Mais pour moi, ne t'en fais pas, ne me regrette pas. Je suis le plus heureux de tous. Nous aurions pu certes, avoir une bonne vie, mais j'ai dû laisser tout cela pour rendre service à Mon Pays...Je t'avais bien souvent dit ce qui m'arriverait si j'étais pris. je me console en me disant qu'ils ne pourront jamais me faire autant de mal que je leur en ai fait. S'ils me fusillent, qu'est-ce que la vie d'un homme contre tout ce que j'ai contribué à couler: bateaux, etc. Pas grand' chose. Je suis même fier de pouvoir mourir la tête haute et pour mon Pays...

Morts en déportation :

Près de trois cent membres du réseau déportés mais qui n'avaient pu être jugés, ou qui ne furent pas condamnés à mort furent transférés dans un camp de concentration. Selon les recherches effectuées par des survivants du réseau : 92 hommes et 6 femmes de l' « Alliance » seraient morts ou auraient disparu dans un camp nazi.

Parmi les membres du secteur « Chapelle » originaires de Bretagne, trouvèrent la mort en déportation:

Louise Andreu, née le 8 juin 1892 à la Trinité Porhoët (56), déportée NN le 22 janvier 1944 vers la prison de Fribourg, puis incarcérée dans celles d'Aix La Chapelle et de Cotbun avant d'être transférée au KL Ravensbrück où elle décédait le 20 mars 1945 : elle avait 52 ans.

Emile Audran, né le 18 mars 1904 à Hennebont (56), déporté dans le convoi qui quittait la prison de Rennes le 3 août 1944, dirigé de Belfort le 26 août vers le KL de Natzweiler-Struthof, transféré à Dachau, N° de matricule 23807, puis dans le Kommando de Hannover où il décédait le 22 février 1945 : il avait 41 ans.

Yves Le Bitoux, né le 26 août 1889 à Plufur (22), déporté le 15 août 1944 de Pantin vers le KL Buchenwald, N° de matricule 77034, il aurait été transféré à Dora, et il serait mort à Nordhausen le 7 avril 1945 : il avait 55 ans.

En revanche, **Jeannie Rousseau de Clarens**, née le 1 avril 1919 à Saint Briec (22) déportée au KL Ravensbrück, et **Auguste Vigouroux**, né le 18 novembre 1907 à Lorient (56), déporté au KL Neuengamme, revenaient des camps .

Sur quelques trois mille agents que compta le réseau Alliance entre 1940 et 1944, quatre cent trente huit ont été fusillés, massacrés ou ont disparu dans les prisons ou les camps de concentration nazis



Récapitulatif établi par Katherine Le Port
à partir des renseignements contenus
dans le livre « *Morbihan en guerre* » de Roger Le Roux
Troisième Partie chapitre XII Les réseaux / « L'Alliance » pages 335 à 340 et 399
Joseph Floch imprimeur à Mavenne -1978
construit par Julien Kernanet

dans le « *Mémorial de l'Alliance* » en ligne sur Internet et dans les listes du Livre-Mémorial de la Déportation

Tome I pages 1347 à 1353, Tome II pages 348 à 353.

Si vous voyez des inexactitudes, merci de nous en informer; si vous souhaitez voir mettre en ligne sur notre site des documents, photographies ou un hommage personnel à la mémoire de l'un ou l'autre des patriotes évoqués, merci de nous les transmettre.

Katherine.le-port@orange.fr

(1) Le gouvernement Pétain-Laval se transportait à Vichy le **2 juillet 1940**. Or, dans l'article 8 de la convention d'armistice, entrée en vigueur le 25 juin 1940, les allemands avaient obtenu des dispositions leur permettant de s'assurer le contrôle de la flotte de guerre française. Cet article stipulait en effet: » *La flotte de guerre française – à l'exception de la partie qui est laissée à la disposition du Gouvernement français pour la sauvegarde des intérêts français dans son empire colonial – sera rassemblée dans des ports à déterminer et devra être démobilisée et désarmée sous le contrôle de l'Allemagne ou respectivement de l'Italie. La désignation de ces ports sera faite d'après les ports d'attache des navires en temps de paix. Le gouvernement allemand déclare solennellement au Gouvernement français qu'il n'a pas l'intention d'utiliser pendant la guerre, à ses propres fins, la flotte de guerre française stationnée dans les ports sous contrôle allemand, sauf les unités nécessaires à la surveillance des côtes et au dragage des mines. Il déclare, en outre, solennellement et formellement, qu'il n'a pas l'intention de formuler de revendications à l'égard de la flotte de guerre française lors de la conclusion de la paix ; exception faite de la partie de la flotte de guerre française à déterminer qui sera affectée à la sauvegarde des intérêts français dans l'empire colonial, toutes les unités de guerre se trouvant en dehors des eaux territoriales françaises devront être rappelées en France*

Le **3 juillet 1940**, les Britanniques qu'inquiétaient ces dispositions de l'article 8, déclenchaient l'opération » *Catapult* » et bombardaient les unités rassemblées à Mers-El-Kébir. L'attaque faisait au moins 1 297 victimes, dont 1 012 sur le cuirassé « Bretagne » et 210 sur le « Dunkerque ». Il y eut, en outre, 351 blessés sur l'ensemble des bâtiments. Parmi les morts, 52 hommes étaient originaires du Morbihan. Le général de Gaulle a écrit dans ses « Mémoires de guerre » : « *C'était dans nos espoirs un terrible coup de hache. Le recrutement des volontaires s'en ressentit immédiatement. Beaucoup de ceux, militaires ou civils, qui s'apprétaient à nous rejoindre, tournèrent alors les talons. En outre, l'attitude adoptée à notre égard par les autorités dans l'Empire français, ainsi que par les éléments navals et militaires qui le gardaient, passa la plupart du temps de l'hésitation à la réprobation* ». Cette hostilité provoqua l'échec, le 23 septembre, de la tentative du général de Gaulle sur Dakar et le combat qui eut lieu devant la ville coûta la vie à sept Morbihannais de l'équipage du contre-torpilleur vichyssois l'« Audacieux ».

(2) « Souvenirs de la vie lorientaise de 1940 à 1945 » Annales de l'Académie de Marine Tome I page 99.

(3) Selon les témoignages recueillis par Kristian Hamon dans son livre « *Agents du Reich en Bretagne* » pages 382 395, les indications mentionnées dans le carnet d'Emile Audran ou les aveux qui lui auraient été extorqués par la Gestapo, lui et Auguste Vigouroux auraient également conduit l'arrestation de quelques 38 membres de l'Armée Secrète du Morbihan. En tout cas, parmi les personnes assurément connues par Audran, Agnès de la Barre de Nanteuil, qui était agent de liaison entre le général Louis Audibert et le colonel Chenailler alias « Morice », et qui était également en relation avec Audran -« Gabriel », était arrêtée, Vannes, dès le lendemain de l'arrestation de ce dernier, soit le **14 mars 1944**, vers 8 heures. Apprenant l'arrestation d'Agnès de Nanteuil, le général Audibert, envisageait de quitter la clinique de Malestroit où il était soigné et caché par les sœurs Augustines. Mais, le **17 mars** quand les Allemands vinrent la clinique pour arrêter un suspect du nom de « Bert », identité utilisée par Audibert, ce qu'ignoraient les allemands, celui-ci leur apprit sa véritable identité et son rôle dans l'Armée Secrète, pensant ainsi faire libérer sa femme sa fille. Le **31 mars**, sur l'île de la Jument, c'était au tour des époux Defforges qui avaient hébergé Audran, des époux de Cartier, et de Catherine de Nanteuil d'être arrêtés. Sur les 28 membres de l'Armée secrète arrêtés ce mois de mars, 5 furent fusillés, le 8 juin 1944 Rennes, Jean-Paul Burgot, Louis Le Barzic, Albert Le Brun, Gabriel Malard, et Emile Le Grévellec, et 9 mouraient lors du transport vers l'Allemagne ou dans un camp nazi : Claire Audibert, Agnès La Barre de Nanteuil, Eugène Defforges, Marcel Deplantay, André Guillo, Joseph Le Dorven, Ange Nicolas, Joseph Rollo et Joseph Tastard. Selon le témoignage de Madame Defforges recueilli par Kristian Hamon (page 286 opus cité), dans le convoi qui quittait Rennes le 3 août 1944, au cours du trajet jusqu' Belfort, où elle

même fut libérée, le 28 août, Emile Audran lui aurait fait « *comprendre par signes qu'il avait été frappé, menacé d'être fusillé, suspendu par les pieds, et il me demanda pardon genoux en joignant les mains.* »

Eugène Thomas, du maquis de Poulmain, arrêté le 10 février 1944, qui a partagé, dans la prison de Rennes, la même cellule que Vigouroux, a indiqué qu'après les interrogatoires, ce dernier présentait une figure tuméfiée et qu'il lui était impossible de s'asseoir à cause des coups reçus, « *ses chairs étaient dures comme du bois cause des coups de cravache* ». Selon ce témoin, Vigouroux lui aurait confié avoir parlé sous la torture et avoir dit, notamment, connaître certaines personnes dont les noms apparaissaient dans la liste trouvée sur Emile Audran. Toutefois, Eugène Thomas précisait « *J'ai la conviction que si Vigouroux a parlé, ce n'est que sous l'effet des coups.* » Telle fut sans doute aussi la conviction des Juges français chargés de l'affaire dès la fin 1944. En effet, alors qu'ils étaient encore dans les camps de concentration, Audran et Vigouroux furent inculpés par contumace « *d'intelligence avec l'ennemi et de livraison de membres de la Résistance à l'ennemi* ». Le 20 août 1945, ignorant vraisemblablement qu'Emile Audran était mort le 22 février 1945 à Hannovre, la Cour de Justice du Morbihan prononçait une décision de classement motivée comme suit : « *Attendu qu'il s'agit de deux résistants indiscutables, d'ailleurs déportés l'un et l'autre en Allemagne, qu'on ne peut reprocher à Audran que des imprudences ou des négligences, que Vigouroux a parlé seulement sous la torture ou s'est borné à répéter... les propos qui lui avaient été arrachés précédemment sous les coups et qu'il ne pouvait plus rétracter, qu'on ne trouve dans cette affaire aucun élément intentionnel. Disons qu'il n'y a pas lieu de suivre.* »

* quelques indications sur trois dirigeants du réseau déportés non mentionnés ci dessus :

Le commandant Georges Loustaunau-Lacau, né le 17 avril 1894 à Pau, combattant lors de la guerre 1914-1918, breveté de l'Ecole de guerre dans la même promotion que Charles de Gaulle, appartient aux Etats-majors du général Weygand et du maréchal Lyautey, avant d'être détaché auprès du maréchal Pétain entre 1934 et 1938. À l'avènement du Front populaire, il créa un réseau anti- communiste au sein des forces armées « Le réseau Corvignolles », dont Marie Madeleine Bridou, épouse Méric, née en 1908 à Marseille, devint secrétaire en 1937. Georges Loustaunau-Lacau fut démis de ses fonctions par Edouard Daladier et dut quitter l'armée en 1938. Il fut rappelé au service en septembre 1939 à la déclaration de guerre. Il prit part aux combats, où il fut blessé **en juin 1940**, et fait prisonnier. Il parvenait à s'évader de l'hôpital allemand à Châlons-sur-Marne en août 1940, et rejoignit Vichy où Xavier Vallat, le nommait **en septembre 1940**, Délégué général de la Légion des combattants. Georges Loustaunau-Lacau aurait accepté, croyant, comme beaucoup à l'époque, que les responsables de l'Etat-Français préparaient la revanche. Comprenant, après la rencontre de Montoire le 24 octobre 1940, suivie du discours de Pétain du 30 octobre, où menait vraiment la collaboration, Georges Loustaunau-Lacau créa, à Vichy, un réseau de renseignements qu'il appela tout d'abord « *Navarre* », son propre pseudonyme. Marie Madeleine Méric alias « *Hérisson* » (épouse Fourcade après guerre) devint son adjointe. Pendant sa présence à Vichy, il fit la connaissance, notamment du Commandant Faye qui entrerait bientôt dans le réseau, sous l'alias « *Aigle* » et une première antenne, sous le nom de « *Croisade* », était créée en novembre 1940 à Marseille. Les dirigeants cherchant le contact avec Londres y envoyèrent un messenger, Jacques Bridou. À son retour en mars 1941, celui-ci n'apporta pas de réponse aux demandes posées par Loustaunau-Lacau, notamment la diffusion d'un appel aux français, la méfiance de ce dernier envers le général de Gaulle grandit.

Du coup, il se tourna vers l'Intelligence Service et rencontra à Lisbonne, **en avril 1941**, le Commander Cohen qui accepta la prise en charge du réseau. **Dès mai 1941**, le réseau disposait de 5 émetteurs, nombre qui serait porté à 17 début 1944. Peu après cette rencontre Georges Loustaunau-Lacau passait en Algérie, avec Faye, où il tentait de soulever la troupe contre l'autorité de Vichy. Il était arrêté, le **18 juillet 1941**, sur ordre du général Weygand pour dissidence, le commandant Faye lui ayant été arrêté le 25 mai. Traduits tous deux devant un tribunal, Georges Loustaunau-Lacau était condamné à deux ans d'emprisonnement, le commandant Faye à six mois. Ce dernier était libéré en novembre 1941. Georges Loustaunau-Lacau parvenait une fois encore à s'évader et entrait dans la clandestinité mais était à nouveau arrêté et livré par Vichy à la Gestapo. Il demeura six mois dans les caves du capitaine de la Waffen-SS Hugo Geissler, subissant cinquante-quatre interrogatoires. Condamné à mort, il était déporté NN, **le 11 octobre 1943**, au camp de transit de Neue Bremm puis transféré au KL Mauthausen,

Maudits, souvenirs des bagnes hitlériens » Editions la Spirale 1945. En octobre 1946, il était mis en accusation dans le cadre du procès de la Cagoule : on lui reprochait son militantisme d'extrême droite et ses activités conspiratrices d'avant 1939. Il était arrêté en juin 1947 par l'adjoint du commissaire de police qui l'avait arrêté en 1941. Après six mois de détention préventive, il bénéficiait d'un non-lieu **en février 1948**, parcours judiciaire qui conduisit Simon Epstein, dans son ouvrage *Un paradoxe français*, paru en 2008, à porter cette appréciation : « *Nombre d'antifascistes de 1936, basculés collaborateurs en 1940 mais experts à se faire pardonner en 1944, auront connu une Libération plus paisible que celle qui s'acharna sur ce résistant de la première heure, rescapé de Mauthausen et des « marches de la mort » (p. 398) »*

Léon Faye, né le 10 juin 1899 à Vergt (Dordogne), officier de l'Armée de l'Air, assassiné par les SS le **31 janvier 1945** à Sonnenburg: il avait 45 ans . Après sa libération d'une prison française **en novembre 1941**, Léon Faye avait poursuivi son activité comme chef militaire de l'« Alliance » , maintenant dirigée par Marie-Madeleine Méric- Fourcade. Après son arrestation, **le 16 septembre 1943**, en gare d'Aulnay-sous-Bois, Léon Faye était déporté **le 16 décembre 1943**, vers la prison de Kehl dans l'attente de son jugement . Il était jugé à partir du 26 juin 1944 par le tribunal militaire de Fribourg-en-Brigau, et condamné à mort **le 28 juin**. Toutefois, sur ordre d' Himmler, il était gardé comme otage, en vue d'un « échange » possible en cas de défaite. Il était transféré à Schwäbisch Hall le **6 septembre 1944**, puis le **3 janvier 1945** au camp de Sonnenburg.

Ce camp de Sonnenburg avait été installé dans un ancien couvent fortifié construit par des Chevaliers de Saint Jean, dans une région marécageuse, malsaine. En 1832, ce couvent avait été agrandi par l'administration du royaume de Prusse pour y installer un bain qui fut fermé pour vétusté en 1932. Mais, après l' incendie du Reichstag en février 1933, la S.A y installa, **en avril 1933**, un camp de concentration pour y détenir des d'opposants politiques, particulièrement des communistes. Très vite ce camp fut décrit comme un « *enfer de torture: Folterhölle* », situation dénoncée dès 1934 par Rudolf Bernstein dans un libelle anonyme de trente-deux pages paru à Zurich et à Paris. **A partir de 1942**, des déportés sous le statut NN y furent détenus. Pour les français, il s'agissait principalement de résistants membres de l'ORA, de La Vérité française, de Combat Zone Nord et du réseau Alliance.

Dans toutes les prisons, en raison de sa réputation de spécialiste d'évasion, du fait notamment de sa dernière tentative de s'enfuir de l'hôtel de la Gestapo, avenue Kléber en descendant du toit au moyen d'une corde, Léon Faye était traité avec une rigueur exceptionnelle : solitude et secret absolu, déprivation de vivres, menottes et chaînes aux pieds nuit et jour. Son véritable nom n'apparaissait pas sur la porte de sa cellule. Il était inscrit sous le nom de « Simon ». **Le 27 janvier 1944**, les nazis annonçaient à la radio de Berlin qu'en raison des fusillades d'amis de l'Allemagne à Paris, —il s'agissait du procès A. Chiappe — des gaullistes importants tels que le colonel Faye et le capitaine Pimont, chef du C.E. du B.C.R.A, qui n'avaient pas été exécutés bien qu'étant condamnés à mort, seraient fusillés si, du côté français, il n'était pas sursis aux exécutions prévues. Mais, aucune intervention diplomatique ne fut possible. En effet, **fin janvier 1945** : une percée de l'Armée Rouge menaçait Sonnenburg. **Dans la nuit du 30 au 31 janvier**, les gardiens escortèrent, par groupes de dix, 823 détenus dans l'arrière-cour où les attendaient 20 policiers SS de Francfort-sur-l'Oder qui les massacraient. Puis les gardiens s'enfuyaient avec les SS, et cent-vingt détenus n'ayant pas été exécutés. Quand les soldats de l'Armée rouge arrivèrent, ils découvrirent quatre survivants parmi les cadavres entassés. Parmi les massacrés se trouvaient Léon Faye et Robert Vernon, irlandais, agent de transmission du secteur «Alliance» de Marseille.

Divers responsables de ce camp furent arrêtés : le médecin du camp se suicida dans sa cellule. Le sous-directeur qui avait sélectionné les hommes à abattre fut condamné à mort et fusillé. Le gardien-chef et le commandant du camp mouraient en captivité. En 1971, deux officiers SS responsables du massacre furent traduits devant un tribunal de Kiel. Le président prononça la relaxe, prétextant que les deux accusés étaient trop vieux pour être jugés et que le témoignage des survivants n'était pas recevable.

Le général Camille Raynal, né le 5 juillet 1868 à Moulins (03), alias « Briard », chef du secteur « Asile » dans l'Allier, région Vichy-Centre, arrêté le 2 mars 1943 par la Gestapo et interné à la prison de Fresnes puis déporté de Paris, **le 17 décembre 1943** à la prison de Kehl, située près de Strasbourg sur la rive droite du Rhin. Puis il était transféré dans celle de Fribourg-en-Brigau pour être jugé en même temps que 15 autres agents. Dans l'attente du verdict, il était incarcéré à la prison de Ludwigsburg située en

Wurtemberg près de Stuttgart. Condamné à mort par le Tribunal de Fribourg-en-Brisgau, le général Raynal était gracié au dernier moment prétendument en raison de son âge, alors que ses 15 camarades étaient fusillés, **le 23 mai 1944** à Ludwigsburg. Il était alors transféré à la forteresse d'Ebrach en Bavière où il décédait le **5 janvier 1945**: il avait 76 ans. Selon Marie-Madeleine Fourcade, chef du réseau «Alliance», qui a effectué une enquête à la forteresse d'Ebrach, le général « *Camille Raynal y avait bien été transféré. Il était mort peu de temps après. Les geôliers l'obligeaient à rester au garde-à-vous, nu, la nuit, dans la neige.* »

** **Claude Laboriaux**, agent de l'Abwer, condamné à mort par contumace le 11 juillet 1947 par la cour de justice de Rennes. **Paul Lien**, agent de l'Abwer, infiltré dans le réseau sous l' alias Alexandre ou Flandrin, né le 16 septembre 1912 à Saint-Louis (Haut-Rhin), il avait réussi à entrer dans un maquis , il fut démasqué à la Libération, et jugé avec les agents français du poste Abwehr de Dijon. Condamné à mort, il fut fusillé le 30 octobre 1946, à Sennecey-lès-Dijon (21).

** **Karl Buch**, commandant du camp de Schirmeck fut condamné à mort par un Tribunal britannique siégeant à Wuppertal en 1946, jugement cassé ultérieurement par une juridiction française, l'intéressé étant condamné par un Tribunal militaire à Paris en 1953 à Paris aux travaux forcés à perpétuité. Il fut «élargi » après n'avoir subi que dix ans d'emprisonnement. Quant au SS **Karl Gehrum**, membre de la Gestapo, il aurait été condamné à mort, en 1947, par un Tribunal militaire siégeant à Strasbourg, mais nous ignorons si la sentence a été exécutée.